

Forum débat

Organisé par LISRA,
INJEP et
MSH Paris Nord

Les espaces d'émancipation collective et de transformation sociale



Atelier d'autonomisation à la mécanique

Lundi 16 octobre
de 9h à 13h

Auditorium

Accessible aux personnes
à mobilité réduite

Maison des Sciences
de l'Homme Paris Nord

20 av George Sand
93210 St-Denis la Plaine

M° 12 Front populaire
RER B La Plaine - Stade de France

Le but de cette rencontre est de permettre aux différents acteurs d'une recherche-action de documenter et de légitimer la posture d'acteur-chercheur, de valider leur expérience, de dégager leurs propres référentiels en tant qu'outils d'expertise et d'évaluation répondants aux besoins sociétaux.

Le croisement de ces expériences et de ces réflexions alimentera un numéro de la revue « Cahiers de l'Action » de l'INJEP (à paraître au deuxième semestre 2018). Il visera également à ouvrir une réflexion future sur livre blanc des sciences participatives (Prendre au sérieux la société de la connaissance », Alliss, Sciences Sociétés) à la MSH Paris Nord.

9H Accueil

9H30 Introduction sur la démarche en recherche-action à travers les espaces d'émancipation et de transformation

Quelles sont les conditions d'une autonomie de pensée et d'action? Quelles méthodes validation et valorisation adopter pour que les recherches-actions et les sciences dites « participatives » contribuent effectivement aux processus d'émancipation et de transformation ? Avec Alain Bertho, MSH – Emmanuel Porte, INJEP – Hugues Bazin, LISRA.

10H-13H Forum

Les expériences relatées émergent en décalage par rapport aux structures instituées, dans des zones plus ou moins délaissées ou sans emprise, où les acteurs-chercheurs construisent leurs propres référentiels d'analyse et dispositifs d'action, à travers une pratique des espaces. Que nous disent ces expériences ? De quelles mutations, transitions, métamorphoses sont-elles le signe ? Légitimer ces espaces comme autant de laboratoires citoyens d'un processus d'émancipation collective et de transformation sociale est un enjeu que pose ce forum, qui se conçoit alors lui-même comme l'expérimentation d'un espace de partage en recherche-action.

Un autre rapport au travail qui nous travaille

Comment une pratique en « tiers espaces » permet d'interroger notre rapport au travail, les modèles entrepreneuriaux et économiques ?

- Éducation populaire et action syndicale : S'apprendre, se reconnaître, se décaler (Anne Meyer)
- Faire des trucs d'Atelier : beaucoup avec pas

grand-chose (Anton)

- Dénouer le travail. L'expérience du Cycle Travail comme autoformation collective (Nicolas Guerrier)
- Les économies populaires au croisement des savoirs Les ateliers biffins : le programme de recherche-action « Rues Marchandes » (Jeanne Guien, Maëlle Cappello)
- Passer de l'environnement au milieu, la question de la transformation du rapport à l'espace en Pédagogie sociale (Laurent Ott).

Un autre rapport au territoire qui transforme

Comment le territoire peut-il se transformer en termes d'aménagement et d'écodéveloppement à partir de ses propres ressources d'une pratique au rez-de-chaussée des villes et des campagnes ?

- De l'imaginaire au réel, lien entre tiers-espace, collectifs et territoire (Christine Balai)
- Habiter autrement : des squats comme leçon d'architecture (Arthur Bel)
- Lieux numériques : entre pratiques populaires et réappropriation locale des technologies, (Julien Bellanger)
- Du bidonville au lieu de vie. La requalification de l'espace à travers les arts politiques et l'éducation populaire (Victoria Zorraquin).
- Un centre socioculturel embarqué sur une péniche, singularités de l'espace fluvial (Éric Sapin)

Un autre rapport à l'espace qui émancipe

En quoi la pratique de ces espaces sans lieu et sans projet, basés sur l'accueil inconditionnel et la prise en compte de l'environnement, fabrique une culture commune et un cadre autonome de pensée et d'action ?

- Debout Education Populaire : la fabrique sur la place publique d'un tiers espace dédié au partage des savoirs, au développement de l'esprit critique et la culture du commun – (Camille Arnodin)
- La chimère citoyenne, Espace ouvert à tous, qui ne propose rien et où tout est possible (Élisabeth Sénégal, Marie Françoise Gondol)
- Des Tiers-Espaces d'émancipation par l'action (Christophe Giroguy et le collectif des UtopienNEs)
- « La nuit nous appartient », médiation nomade dans les quartiers populaires (Lakdar Kherfi)
- Système Bulle. Architecture gonflable et pratiques urbaines expérimentales et engagées. (Simon Cobigo)



Brooklyn Bridge, Showing Painters on Suspenders, 1914

A PROPOS

Il y a une quinzaine d'années se développait le réseau de recherche-action qui allait former le Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action (LISRA). Ces espaces de rencontres et de croisements d'expériences donna lieu en 2005 à un premier dossier dans la revue les Cahiers de l'Action de l'Injep : Espaces populaires de création culturelle : enjeux d'une recherche-action situationnelle¹. Nous préfigurions déjà la nécessité de reconnaître des « espaces intermédiaires de l'existence » qui questionnent notre rapport au travail et repositionnent notre implication socio-professionnelle. Nous disions également que c'est par la pratique d'espaces « interstitiels » ou de « tiers espace » que se dégage une force institutive : elle structure et reconfigure nos manières de faire collectif, de construire un territoire partagé et de gérer des ressources du commun, de développer

¹ <http://www.injep.fr/boutique/cahiers-de-laction-jeunesses-pratiques-et-territoires/espaces-populaires-de-creation-culturelle-enjeux-dune-recherche-action-situationnelle/94.html>

une analyse critique des rapports sociaux et de concevoir autrement un développement. Se dessine en toile de fond la possibilité de reconnaître une science citoyenne au cœur des enjeux sociaux qui s'appuie sur ses propres critères de validation et d'expertises parce que la mieux à même de travailler sur une complexité humaine qui constitue son lot quotidien.

Certains des acteurs-chercheurs de l'époque rejoints par d'autres proposent aujourd'hui dans un nouveau dossier des Cahiers de l'action de décrire ce cheminement à travers des « espaces d'émancipation collective et de transformation sociale ». Le dossier lui-même se comprend comme un programme de recherche-action expérimentant de nouveaux espaces puisqu'une des étapes de son écriture collective s'incarnera par l'organisation le 16 octobre d'un forum débat à la Maison des sciences de l'homme Paris-Nord en partenariat avec l'Injep. Il se poursuivra en 2018 autour de la publication du dossier par de nouvelles initiatives. Il ne s'agit pas simplement de compiler un certain nombre d'expériences dites « innovantes » ou « singulières » mais de contribuer à échafauder de nouveaux référentiels amenant à penser la réalité autrement et par conséquent agir sur elle.

En effet, la prise en compte d'un développement endogène des territoires soucieux des personnes et de leur environnement se heurte à la difficulté de forger de nouveaux cadres de pensée et d'action susceptibles de prendre en compte ces processus. Le programme de recherche-action confirme la nécessité de produire une connaissance croisant savoir profane issu de l'expérience, savoir technicien issu des corps de métier et savoir scientifique issu de l'analyse conceptuelle des situations. Le principe de notre laboratoire social est alors de jouer le rôle d'interface en créant les conditions d'une recherche collaborative entre des dynamiques émergentes des territoires « sous le radar des observatoires officiels » et des organismes de recherche susceptibles de soutenir la production d'une connaissance issue de l'expérimentation sociale. C'est dans ce sens que se conçoit notre partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord et notre implication dans d'autres collectifs inter-partenaires et inter-disciplinaires comme celui des recherches participatives et en croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté².

² <http://recherche-action.fr/croisonslessavoirs/>

ÉDUCATION POPULAIRE ET ACTION SYNDICALE : SE RECONNAÎTRE, S'APPRENDRE EN SE DÉCALANT

Parmi les réseaux d'éducation populaire, Culture et Liberté se définit à l'origine comme « association pour le développement culturel du monde du travail »...

...et présente en effet la spécificité d'être historiquement issue du milieu ouvrier et de ses luttes. Encore actuellement, au niveau de l'association nationale, l'activité garde un lien « organique » avec les syndicats, puisque, depuis une vingtaine d'années, nous formons des militants et représentants du personnel, à l'expression écrite et orale, aux méthodes d'animation, d'intervention et de négociation, ainsi qu'aux aspects techniques de leurs fonctions électives.

Mais voilà : dans la durée, ce qui apparaissait initialement comme un apport de compétence bienvenu étayé par une visée de transformation sociale glisse vers la prestation et subit « l'étreinte mortelle » de la pression économique...

... et perd relativement de son sens et de sa dimension d'engagement, se routinise voire se durcit dans les tensions budgétaires et/ou organisationnelles..

Au niveau institutionnel, la relation entre Culture et Liberté et ses partenaires syndicaux tend par conséquent à perdre de vue la perspective commune de transformation sociale, même si les formations dispensées sont toujours l'occasion, pour les participants, d'échanger, de réfléchir et d'acquiescer de nouvelles connaissances et savoir-faire.

L'enjeu : réactiver cette perspective commune...

...en évitant la nostalgie d'une époque révolue et prétendument plus militante (?), engagée (?), politiquement consciente (?).

Face au contexte social, économique et culturel d'aujourd'hui, comment les acteurs de Culture

et Liberté et leurs interlocuteurs syndicalistes peuvent-ils réfléchir, chercher et inventer ensemble de nouveaux espaces de réflexion partagée et de questionnement réciproque, et expérimenter des formes d'action conçues ensemble qui questionnent et déconstruisent les nouveaux vecteurs d'aliénation et de domination au travail ?

L'objectif, en deux temps

Se reconnaître dans ce que nous partageons...

- des fragments d'histoire, des valeurs, la référence à l'auto-organisation individuelle et collective, l'émancipation et l'autonomie
- la finalité de transformation sociale portée par une partie du syndicalisme et une partie de l'éducation populaire

S'apprendre en se décalant

Le pari est de s'appuyer à la fois sur nos différences de perception et de point de vue, nos interrogations et nos savoir-faire, et de les confronter.

Nous avons des sensibilités communes, au-delà de terrains d'intervention différents. Comment cela peut-il donner lieu à une construction dialectique de nouveaux possibles ?

Le support : le Centre de Ressources Interinstitutionnel (CRI), un mode de « co-production » spécifique

- par l'organisation de rencontres, réunissant plusieurs acteurs de l'EP et du syndicalisme, afin de les mettre en dialogue ;
- par le recueil de leur parole plurielle et dialectique, de leurs concordances et divergences, et de leurs perspectives ;
- surtout par des expérimentations co-construites : formations-actions, enquêtes participatives étayées par l'expertise croisée de salariés et de chercheurs / praticiens du milieu du travail.

L'ATELIER BEAUCOUP AVEC PAS GRAND-CHOSE



« La terre nous en apprend plus long sur nous que tous les livres. Parce qu'elle nous résiste. L'homme se découvre quand il se mesure avec l'obstacle. Mais, pour l'atteindre, il lui faut un outil. Il lui faut un rabot, ou une charrue. Le paysan, dans son labour, arrache peu à peu quelques secrets à la nature, et la vérité qu'il en dégage est universelle. De même l'avion, l'outil des lignes aériennes, mêle l'homme à tous les vieux problèmes »¹.

L'atelier est un d'endroit pour récolter des matières qui nous résistent. Il va falloir les façonner, les transformer au moyens d'outils et petits à petit les assembler pour aboutir à notre production et ainsi ajouter une expérience à notre catalogue. C'est sur cette route, dans ce processus que des compétences circulent, des savoirs se transmettent, des sens se construisent, des représentations bougent... On évolue entre création, transmission, production, diffusion, rencontres humaines, représentations... L'atelier n'est pas simplement artistique, pédagogique, social, socioculturel, thérapeutique... il est tout ça à la fois : il est humain. C'est faire l'expérience d'une situation qui n'est pas découpée en cases, mais où on crée des

liens, on construit, on évolue entre ces différentes dimensions. L'atelier ouvre un espace esthétique, d'expérience où une cohérence humaine de travail non sectorisé va pouvoir se développer, produisant ainsi à travers les matières travaillées, non seulement des formes concrètes (disques, spectacles...), mais aussi des sens, des compétences qui nous construisent et nous transforment.

Je présenterai certaines de mes expériences et réflexions en 15 années de pratiques d'ateliers entre Bricolages sonores, Ecriture & Musiques Electroniques. Il existe à mon avis autant de manière de conduire des ateliers que de gens qui les font. Je ne prétends en aucun cas, présenter une vérité sur l'atelier; à part la mienne, une photographie en 2017. En revanche, je constate que sur mon territoire Nantais, il existe un grand nombre d'ateliers sur nos territoires et ce qui s'y passe, s'y produit, s'y transforme est assez peu visible. Il y a peu (ou je suis systématiquement passé à côté) de connaissances produites et diffusées sur cette question. Le véritable objectif de cet article serait de poser une première pierre à ce chantier.

Anton – anton@fairedetrucs.com
– <http://fairedetrucs.com/>

DÉNOUER LE TRAVAIL : L'EXPÉRIENCE DU CYCLE TRAVAIL COMME RECHERCHE ET AUTOFORMATION COLLECTIVE

Le Cycle Travail est né d'une insatisfaction, d'une souffrance, voir d'une incapacité à travailler tel qu'on nous le demandait, dans le cadre des entreprises et de l'économie actuelles, et selon les critères dominants de la « réussite professionnelle » qui résonne pour nous aussi durement que l'esclavage. Le Cycle Travail s'est donc constitué autour d'une contre-proposition, celle de se donner les moyens de vivre de la manière la plus libérée possible des contraintes productivistes, concurrentielles, carriéristes et managériales qui assujettissent nos activités. Et ceci allait passer par la recherche, l'autoformation, l'échange d'expérience, l'écriture et des plans communs.

A notre inadaptation au monde du travail d'aujourd'hui se sont ajoutées plusieurs couches de réformes séparant davantage l'activité humaine de l'humain (CICE, Loi Travail, Loi sur le Renseignement, Ordonnances actuelles...). De là, des mouvements sociaux ont pris corps, qui sans pour autant faire plier les gouvernements en place, nous ont permis de nous rencontrer, de discuter, et surtout, de nous organiser. Armés d'une police dangereuse et d'un levier économique qui nous écrasent, les gouvernants n'ont que faire de nos Nuits Debout et de nos marches diurnes. Il nous revenait de ne rien attendre d'eux en retour. Nous avons donc profité de leurs lois esclavagistes et liberticides pour nous rassembler autour d'un plan. Voilà tout l'intérêt de l'époque.

Depuis le printemps 2017, chez nous à Tulle, des groupes issus des mouvements sociaux se sont constitué pour cheminer ensemble autour d'une idée ; nous ne comptons pas vivre comme ça (en consommateurs, en travailleurs, en citoyens... c'est à dire dans tous les rôles passifs et contre-révolutionnaires qui nous sont données d'incarner) une seconde de plus.

Cette histoire là a rencontré la trajectoire d'autographie.org, un collectif d'auteurs qui ont pris le parti d'écrire ensemble leur « contre-histoire contemporaine », pour ne pas laisser les représentations, les médias et les discours dominants dirent à leur place (et détourner) ce qu'ils étaient en train d'expérimenter comme forme de désertion du monde tel qu'il est. Ce collectif là est aussi proche du LISRA, qui facilite les croisements entre les expériences par delà leurs identités, leurs disciplines et leur secteurs, sur la base d'une démarche de recherche-action commune.

De telles rencontres s'opèrent dans un contexte local où des initiatives locales émergent depuis une dizaine d'années (le Battement d'Ailes, Medication Time, Tarnac...) en organisant leurs activités autrement, dans un rapport à l'argent, au travail et à son organisation, qui tente de prendre la tangente de notre société exploiteuse.

Puis Peuple et Culture en tant qu'association d'éducation



atelier d'autonomisation à la mécanique @medication time

populaire et par connivence avec ces démarches, met ses moyens en œuvre pour rendre l'espace de recherche-action possible.

Ces histoires qui se croisent (et la présente énumération est loin d'être exhaustive), ont accouché du Cycle Travail, comme groupe de recherche-action autour du vécu au travail et des manières de le transformer. Nous nous retrouvons une fois par mois, entre 15 et 60 personnes. Le groupe est composé de travailleurs, de retraités, de chômeurs, de bénéficiaires du RSA, de syndicalistes, d'élus locaux... Mais chacun se positionne autrement que par ces casquettes et catégories sociales là, car notre liant, nos raisons d'être ensemble, tiennent à l'envie de comprendre ce qui nous arrive au travail, au désir de s'autoformer par la recherche, au besoin de se dire que c'est possible par le récit d'expériences concrètes de « travail autrement », à la nécessité d'écrire et d'analyser le processus qui nous traverse en tant qu'individu et en tant que groupe, et à l'urgence de poser les plans d'une construction commune.

Le Cycle est donc rythmé par ces 4 temps (recherche, récit, écriture, construction commune), et nous lui confions la tâche de dénouer ce qui se contracte de manière insupportable dans notre travail ou dans notre activité. Le but n'est pas de sauver le travail ou l'emploi, mais plutôt de nous sauver des contraintes qui enserrant nos activités et productions.

Nicolas Guerrier <nicolas.guerrier.ra@gmail.com>
– <http://autographie.org/cycletravail/>
– <http://recherche-action.fr/parcours-bruts/>

¹ Extrait de « Terre des hommes », d'Antoine de Saint-Exupéry

LES ÉCONOMIES POPULAIRES AU CROISEMENT DES SAVOIRS : LES ATELIERS BIFFIN



Les ateliers biffins sont nés de cette volonté de créer de véritables ressources accessibles aux récupérateurs vendeurs de rues, à ceux qui souhaiteraient davantage connaître leur activité, à ceux qui souhaiteraient aussi faire valoir le droit à la biffe.

L'atelier en lui-même est une économie populaire car une forme de travail et de production, mais dans une forme non instituée. S'il n'y a pas d'argent au départ, il y a bel et bien production de

La mobilisation des récupérateurs-vendeurs de rue en Île-de-France ou « biffins » a convoqué la mise en place de dispositifs de recherche-action qui ont notamment pris la forme d'un collectif appelé « Rues Marchandes » et d'ateliers. Les biffins sont des personnes dont l'activité principale consiste à revendre de la marchandise de seconde main, de façon régulière et fréquente pour en tirer un revenu de subsistance. Les biffins sont confrontés à de nombreuses difficultés : le manque de marchés susceptibles de leur laisser une place pour vendre leurs biens ; la répression violente et fréquente dans le cas des ventes en dehors de ces espaces définis, amenant souvent à la confiscation, voire à la destruction des biens ; la non reconnaissance de leur activité de réemploi ; leur statut informel qui les place systématiquement dans une situation d'illégalité face à la vente ; enfin la pauvreté et la précarité d'un métier qui n'ouvre aucun droit et qui ne permet pas une visibilité sur le long terme à celui qui l'exerce.

Le Collectif des Rues Marchandes est alors pensé comme un espace de ressources afin que tous les acteurs qui le composent puissent bénéficier des apports des autres membres : organisation de marchés, enquête permettant une meilleure connaissance de la situation, mobilisation de connaissances et de bagage empirique pour faire valoir le droit à la biffe auprès des élus locaux et instances publiques, etc.

plus-value : des connaissances et une certaine auto-formation méthodologique. Avec production de quelque chose – mais on ne sait jamais à l'avance ce qui va en sortir. On part cependant de l'objectif initial: la rédaction d'un Guide des biffins, support qui permet de valider culture, compétences, des biffins, de casser les stéréotypes à leur sujet. C'est aussi un support pour la lutte et la communication, un outil qui favorise l'auto-gestion de leur travail et de leurs démarches. Sur le même modèle, l'économie de l'atelier voudrait résonner avec l'économie du territoire, il entre dans un dialogue avec une économie populaire qui peut prendre différentes formes : ateliers autogérés, groupe d'achat, échoppes fixes ou ambulantes, petites réparations, systèmes d'échange local, cuisines collectives, récolte des déchets et revente dans la rue ou au bénéfice de dispositifs de récupération... À quel modèle entrepreneurial de développement et de coconstruction de la cohésion sociale cela correspond-il ? Peut-être la réponse est à trouver du côté des expérimentations sociales et du savoir pragmatique des acteurs populaires...

Maëlle Cappello <maellecappello@gmail.com>, Guien Jeanne <jeanne.guien@gmail.com>
– <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes>
– <http://recherche-action.fr/ateliersbiffins/>

PASSER DE LA NOTION D'ENVIRONNEMENT À CELLE DE «MILIEU», GRÂCE AUX PRATIQUES EN PÉDAGOGIE SOCIALE



Les actions éducatives en milieu ouvert prennent l'environnement urbain ou périurbain comme cadre. Cette option tranche considérablement avec les pratiques majoritaires dans le secteur éducatif, social ou socioculturel qui inscrivent plutôt leurs actions dans des environnements spécifiques, souvent institutionnalisés qui sont généralement très différents du milieu habituel des enfants, en particulier pauvres et précaires.

Les différences en termes de pratiques professionnelles des acteurs sociaux, selon cette inscription dans l'environnement d'origine (« naturel ») ou institutionnel sont saisissantes, en particulier pour tout ce qui touche à la manière de mener et concevoir les groupes ou les activités.

Il convient donc de spécifier ces différences et en particulier d'approfondir les notions mises en avant par les pratiques de travail en milieu ouvert et leur théorisation, notamment au travers du courant de la Pédagogie sociale ».

Les pratiques liées à la prise en compte de l'environnement mettent en avant une notion « d'inconditionnalité » que l'on retrouvera à la fois

comme caractéristique de l'accueil de tout type d'âges ou de profils, mais aussi comme capacité à adopter les actions éducatives, sociales ou socioculturelles à tout type d'environnement (y compris très dégradé comme les bidonvilles).

On peut définir comme matérialiste et pragmatique cette approche de l'action socioéducative qui propose aux publics désignés par son action, de s'approprier leur territoire, de l'habiter et de le transformer en en faisant à la fois un lieu d'expression et de production sociale.

Dans cette perspective, les acteurs éducatifs qui souscrivent aux principes et pratiques de la Pédagogie sociale visent à modifier l'environnement par la transformation de la relation de ses habitants entre eux et avec celui-ci. L'environnement ainsi travaillé, doit pouvoir être perçu progressivement comme un milieu, c'est à dire un point de rencontre entre les différents centres d'intérêt, les repères des habitants.

Laurent OTT <laurent.ott@orange.fr>
– <http://www.intermedes-robinson.org/>

DE L'IMAGINAIRE AU RÉEL, LIEN ENTRE TIERS ESPACE, COLLECTIFS ET TERRITOIRE

Suite à la proposition du Laboratoire de Recherche Action (LISRA), une journée de recherche-action a été organisée le 3 juin dernier sur l'Espace Imaginaire avec Les Tiers Lieux Nomades (dispositif collaboratif porté par les Compagnons de l'Utopie), en partenariat avec le centre culturel Main d'œuvre et les résidents du lieu.

L'Espace Imaginaire est un terrain de 5000 m² dans le quartier de la Plaine. Dans le cadre d'une occupation temporaire, différentes activités et créations sont mises en place par des associations oeuvrant dans l'économie sociale et solidaire, l'écologie ou les milieux artistiques, des habitants et des



résidents, pour faire de cet espace « un espace culturel, écologique et partagé ». La gestion de l'espace Imaginaire a été attribuée à Mains d'œuvre, par la Mairie de Saint-Denis, dans le cadre d'un appel à projet. Suite à une démarche participative initiale, ont ainsi été imaginés : une cantine végétarienne, des ateliers d'artistes, un kiosque solidaire pour l'accueil de jour SDF, un potager, une ruche école, une prairie imaginaire, une école pour les enfants des bidonvilles... Au moment de la rencontre les premiers résidents avaient investi le lieu et les premières initiatives avaient été mises en place.

L'atelier de recherche-action, engagé avec les résidents a permis de réfléchir sur la dynamique à l'oeuvre dans le lieu (ses dimensions solidaire, économique, écologiques..., sa gouvernance, sa relation au territoire...). Le débat public devait poser, ensuite, la réflexion dans un cadre plus large et d'interpeller les élus et les invités sur les problématiques à l'oeuvre. La rencontre s'est déroulée dans l'espace « Sharing Bubble », projet d'architecture gonflable pour créer du lien social et interagir avec des populations marginalisées. Cet Octodôme a été invité à venir augmenter l'Espace Imaginaire, créant un espace de rencontre et d'échanges. La Gonflée, autre dispositif gonflable, a complété le dispositif. La dynamique mise en place lors de l'atelier a permis de faire émerger une parole forte de la part des résidents et des participants. En revanche, nous avons regretté l'absence des élus ce qui n'a pas permis de donner toute la portée au débat public.

Pour rendre compte de l'expérience de l'Espace Imaginaire, l'atelier de recherche-action est parti sur une liste d'énoncés qualifiant l'espace, les participants étaient alors conviés de choisir et d'enrichir, à partir de leur propre expérience, les énoncés qui leur paraissent les plus pertinents. Il a été possible ensuite de définir des problématiques transversales regroupées en quatre thèmes : Labo citoyen et science par-

ticipative, Espace et Territoire, Travail et Economie, Emancipation et Transformation. Les qualifications de l'Espace dans l'atelier ont fait apparaître des tendances fortes quant à la vision du lieu, mais également des polarités et des tensions fortes à l'oeuvre dans l'espace que nous approfondissons dans notre article.

Les principales tensions ont été suscitées par la présence active de résidents SDF, qui ont fait pénétrer dans ce lieu géré par un opérateur culturel officiel les contradictions socio-économiques de la société sous ses revers les plus criants : précarité, exclusion, absence de travail et de logement, problème des sans papier, travail au noir. Notre présence a permis d'introduire une dynamique de Labo Social qui a interrogé les positions de chacun et permis de commencer à apporter des réponses hors des sentiers battus aux problèmes posés. D'autres questions ont été soulevées notamment autour du rapport entre le côté éphémère et le souhait de créer une dynamique durable ou sur la façon d'insérer davantage le lieu dans le territoire, ou encore de favoriser une économie populaire. Des évolutions concrètes positives ont pu être mises en place par la suite.

Si chacun des participants a pu trouver une prise de recul, une respiration (selon la parole de la coordinatrice du projet), une reconnaissance et des réponses possibles dans cette rencontre, pour Tiers Lieu Nomade, l'évènement a été l'occasion de tester un dispositif et de vivre une expérience enrichissante sur le plan humain : organisation collaborative d'un évènement entre plusieurs partenaires, expérimentation de formats d'animation originaux, liens entre le dispositif, la production de connaissance et l'action... permettant de tester en direct une dynamique de tiers lieu et de tiers espace.

Contact : Christine Balai <lefamillien@gmail.com>
- recherche-action.fr/tierslieunomade/

HABITER AUTREMENT : DES SQUATS COMME LEÇON D'ARCHITECTURE

A l'heure où le logement devient un produit standardisé et un objet de spéculation, une part croissante de la société civile exprime son besoin d'habiter autrement en construisant des lieux propices à son épanouissement. Si habitat coopératif et éco-hameaux sont aujourd'hui plus médiatisés mais peu abordables, des citoyens de tous horizons fabriquent de nouvelles formes et modalités d'habiter



entres les rouages des machines économiques que sont devenues les villes. Cet article se propose de rendre compte de la richesse de ces habitats citoyens souvent masquée par les clichés et l'ignorance qui entourent le mot « squat » et la diversité des réalités qu'il recouvre. Il s'agit alors de s'intéresser aux squats d'artistes comme un « tiers espace » où se réinvente collectivement l'habiter en reconstruisant des manières d'être et de faire en dehors des conventions dominantes. Ces inventions constituent des pistes de réflexions crédibles pour concevoir une architecture qui réponde aux enjeux de la crise actuelle, qui est non seulement écologique mais aussi anthropologique.

Les squats font partie des pratiques citoyennes prenant le contre pied de ce que l'on pourrait appeler l'architecture conventionnelle par comparaison avec le monde agricole.

A côté des néo-paysans, un certain nombre d'architectes font aussi aujourd'hui un pas de côté. Parmi ces multiples trajectoires d'individus et de collectifs qui cherchent à redonner sens à l'acte de construire et à l'habiter, cet article rend compte de l'expérience d'un architecte au sein de plusieurs squats franciliens. Cette recherche-action, engagée en Juin 2016, a été menée successivement dans plusieurs squats : au Grobat, situé Cité Griset dans le XIème arrondissement de Paris, au Gargantua, situé rue de Presles à Aubervilliers, puis au Clos

Sauvage, situé rue du Clos Bénard à Aubervilliers. Entre récit et analyse, cet article explore différentes dimensions des squats pour restituer la complexité de ces lieux comme une combinaison mouvante de lieux et de personnes en interaction constante. En relation avec leur quartier et leur territoire, ils ouvrent des espaces de possibilité, d'expérimentation, de rencontre, d'éducation, dont la production manque cependant de documentation. L'organisation sociale qui les structure comme leur formes matérielles est riche d'enseignement pour concevoir une ville à la hauteur des enjeux de la transition écologique, démocratique et sociale. Ce travail de documentation et de valorisation est d'autant plus urgent qu'il existe actuellement une invisibilisation de ces espaces au profit d'une marchandisation et d'une récupération politique de l'occupation temporaire de locaux vacants aux profits d'associations à la fois bien plus constellées et bien moins innovantes. Ce mouvement déjà amorcé en Belgique depuis plusieurs années a conduit à une délégitimation des squats dans les médias ouvrant la voie à l'actuel projet de loi rendant le squat illégal. Dans ce contexte européen, cette recherche action tien tout autant du manifeste que d'un travail d'inventaire d'une diversité face à l'homogénéisation croissante des modes de vies et leur appauvrissement.

Arthur Bel <arthur_bel@hotmail.fr>

LIEUX NUMÉRIQUES, ENTRE PRATIQUES POPULAIRES ET RÉAPPROPRIATION LOCALE DES TECHNOLOGIES



Nos espaces spécifiques s'apparentent à des 'ateliers', où production locale de savoir et savoir-faire confèrent à nos expériences des accents d'artisanat, de bricolages low-techniques. Muni de la mini hâche du logiciel libre, porté par une aspiration de créativité populaire il conviendrait de pousser l'éducation populaire dans des contrées proches des stratégies des sciences participatives, des recherches basées sur les communautés.

Est-ce que les lieux « trans » numériques dont nous animons les formes-de-vie sont spécifiques ? Comment produire des éléments de médiation qui doivent aller à la rencontre des « publics » ? Comment sortir des lieux « communs », être en mou-

vement, mobiles ?

Il pourrait s'agir d'articuler des modes d'interventions « hors les murs » et « dans les appareils » des gens à partir de cette base aka lieu physique, et donc penser cette action de médiation pour développer un sens critique, le libre arbitre, l'autonomie face aux technologies au plus près des usagers. Il pourrait s'agir de « s'intercaler » dans la vie numérique des gens pour lui donner plus de sens et de distance, on peut ainsi imaginer des moyens d'intervention mobiles qui se déplacent sur un territoire au gré des interpellations et des besoins.

Poser comme point de vigilance l'écart existant entre le discours produit par nos soins et la façon dont on est perçu de l'extérieur. Dehors/dedans. Porter un regard objectif sur ce que produit les langages définissant nos actions, étant emportées ou portant d'autres types de langages, eux-même pris dans d'autres logiques.

Nous formons des bassins, des zones de stabilité. Les strates de notre tactique seraient doubles : d'une stratégie publique en surface à une autre démarche critique dans une logique « scindée », traversée par des pratiques de « design social » pour passer du manifeste à l'implémentation.

Un empilement salutaire et stratégique ?

Dès lors, comment pensez ou pensons-nous les dispositifs que nous mettons en place ? A quelle échelle pouvons-nous intervenir, quelles émergences se dissimulent dans nos activités ?

Julien Bellanger <julien@pingbase.net>
- <http://www.pingbase.net>

DU BIDONVILLE AU « LIEU DE VIE ». LA REDÉFINITION DE L'ESPACE DU BIDONVILLE À TRAVERS LES ARTS POLITIQUES ET L'ÉDUCATION POPULAIRE



Du bidonville au « lieu de vie ». La requalification de l'espace du bidonville à travers les Arts politiques et l'Éducation populaire.

Alors que les pouvoirs publics s'acharnent à traiter les bidonvilles comme des espaces à détruire pour le bien de ses habitants et de la société en général, différents acteurs s'affairent à démontrer que l'on peut traiter cette problématique autrement. Pour illustrer ces actions de redéfinition des espaces l'article part de mon expérience personnelle en tant que bénévole du collectif PEROU (Pôle d'exploration des ressources urbaines) et de l'association ABRASSO (Association À bras ouverts) dans quatre bidonvilles en Essonne entre l'automne 2012 et l'été 2017.

Dans un premier temps, je reviendrai sur le travail du PEROU dans deux bidonvilles essonnais entre l'automne 2012 et l'été 2014. Fondé par le politologue Sébastien Thiéry et le jardinier philosophe Gilles Clément, le PEROU ancre ses interventions dans le champ des Arts politiques et de la recherche-action. Il travaille sur la forme que prennent les problèmes publics — en particulier ceux liés aux politiques du logement et de l'accueil des migrants. Partant du principe que les problèmes ne s'imposent pas mais se posent, le PEROU développe des pratiques de mise en scène politique. Entre l'automne 2012 et l'été 2014 il a investi deux bidonvilles à Ris-Orangis et Grigny pour mettre au travail des experts et des non-experts de l'amé-

nagement. C'est ainsi qu'aux côtés des habitants et d'architectes urbanistes, des artistes en tout genre, des enseignants, des étudiants, des militants chevronnés et néophytes ont été conviés à bâtir, animer et habiter ensemble une série d'équipements au cœur du bidonville.

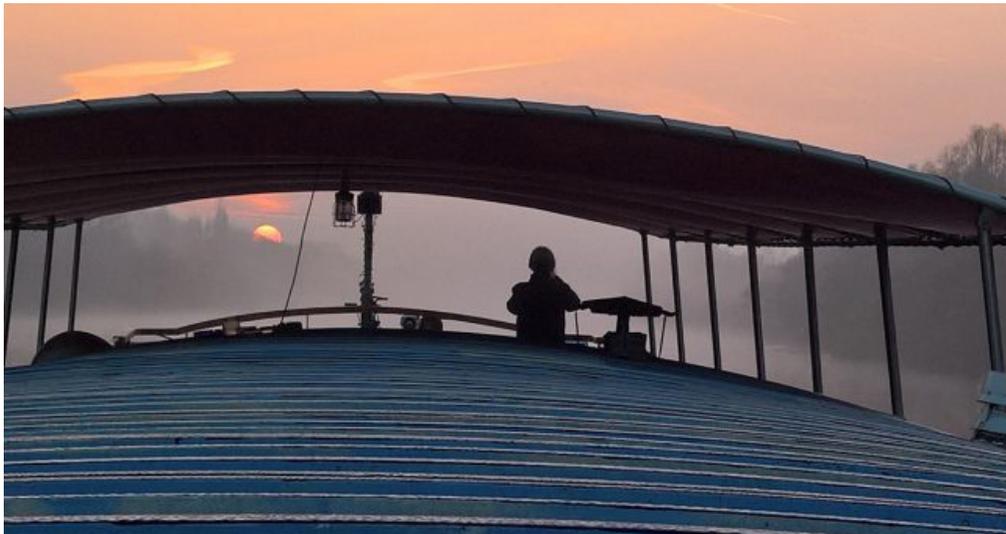
Après avoir analysé la méthodologie de travail du PEROU en Essonne, la deuxième partie de cette contribution tente de faire le pont entre les Arts Politiques et l'Édu-

cation populaire à travers l'analyse des actions de l'association ABRASSO, petit rejeton du PEROU. En effet, des bénévoles du collectif, inspirés par sa démarche, se sont regroupés pour développer des ateliers d'expression artistique et d'éveil linguistique pour les enfants de 5 à 16 ans. Suite à l'organisation d'une colonie de vacances in situ, l'association a publié Passerelle le premier imagier trilingue en français, roumain et en langue romani réalisé par les enfants. Nous verrons comment ce projet a permis de creuser davantage la question de la requalification de l'espace et des relations entre habitants et non-habitants du bidonville.

Si les Arts politiques inventent des pratiques pour labourer les tiers espaces et en dégager de nouveaux récits, l'Éducation populaire propose une trousse à outils pédagogiques et une éthique de l'action. La dernière partie de cette contribution s'intéresse à la façon dont ses disciplines éclairent la question de la gouvernance et comment cette question s'articule à la méthodologie de la recherche action. Car tout l'enjeu est de pouvoir à la fois s'emparer et agir avec ferveur sur une situation donnée tout en se dotant d'outils pour en dégager des connaissances, les transmettre et nous permettre devenir artistes du politique et agents d'un nouvel aménagement du territoire.

Contact : Victoria Zorraquin <victoria.zorraquin.vivot@gmail.com>

UN CENTRE SOCIOCULTUREL EMBARQUÉ SUR UNE PÉNICHE « POUR LA PAIX », OU LES SINGULARITÉS DE L'ESPACE FLUVIAL



Le projet de « Péniche pour la paix » a été lancé en 1983. Les concepts-clés en étaient : « défense et stratégie de paix », « diplomatie par le bas », et plus largement le rôle des civils dans la gestion des conflits.

Attractif pour toute utopie personnelle (« sortir du monde ») ou collective (« créer un autre monde », qu'il s'agisse d'un « entre-soi » ou d'une « cité des altérités »), le monde fluvial est aussi l'espace d'une mise à l'épreuve des intentions premières et fondatrices.

La voie d'eau étant lente et ancestrale comme mode de transport utilisé depuis la nuit des temps, la puissance publique, enserrée par une modernité avide de croissance tirée par la vitesse et l'unification territoriale, a délaissé ses fils artisans-bateliers.

Un replis étatique qui abandonna lourdement l'espace public aux grands acteurs économiques du secteur fluvial (fret et croisières commerciales, excluant le transport public) s'inscrivant dès lors dans des logiques exclusivement marchandes.

Complicant également sa réalisation, tout projet se dédiant à la « paix » rencontre les ambivalences et les fragilités du désir et du besoin de « vivre en

paix »...

Ainsi, l'expérience de cette « péniche pour la paix » réalisée par souci de cohérence en « centre socio-culturel » est aussi l'histoire de la rencontre entre cette intention première, le désir universel d'un « vivre en paix », et les réalités physiques d'un lieu flottant environné par des institutions publiques débarrassées de toute mission d'intérêt général pouvant dépasser le champ restrictif de leurs propres missions spécifiques (ici le transport fluvial stricto sensu).

Plus de trente ans après la naissance de ce projet, constituant une anomalie par le seul fait de son existence « citoyenne » au milieu de tels écueils « lucratifs », nous essayons d'en sortir « par le haut » en gardant le cap de l'intérêt général, aidés par la recherche-action, d'une part, et en concrétisant notre attachement à l'éducation populaire appliquée au monde fluvial (projet de « BAFA Fluvial »)...

Contact : Éric Sapin alternat@free.fr – web : www.penichealternat.org et www.alternat.org

DEBOUT EDUCATION POPULAIRE : LA FABRIQUE SUR LA PLACE PUBLIQUE D'UN TIERS ESPACE

Debout Education Populaire : la fabrique sur la place publique d'un tiers espace dédié au partage des savoirs, au développement de l'esprit critique et la culture du commun

Le Jardin des savoirs, devenu au bout de quelques jours la commission Debout Education Populaire, est un des collectifs qui apparaît avec le mouvement de contestation Nuit Debout, né de l'opposition à « la loi travail et son monde » au printemps 2016. Il a pour objet de créer, et ce de façon régulière depuis un an et demi sur



la place de la République à Paris, un espace dédié au partage des savoirs et savoirs faire expérimentiels, ainsi qu'à la réflexion collective sur les enjeux contemporains (l'éducation, l'environnement, le commerce, la justice, les communs...). Dans un contexte d'affaiblissement démocratique, que les dispositifs de démocratie participative ne semblent pouvoir contenir, et d'intensification des urgences humaines et environnementales, Debout Education Populaire émerge comme un îlot, où se mêlent résistance et espoir.

C'est via l'approche observante, participante et non institutionnelle d'une recherche action menée dans le cadre d'une formation au Cestes / CNAM que j'ai pu saisir la richesse et la complexité du phénomène Educ Pop Debout. Et comprendre combien pouvait être utile, voire nécessaire, une telle expérimentation pour, non seulement faire émerger une parole citoyenne et une réflexion sociale collective, mais aussi donner à tous, y compris les invisibles, un accès à un espace d'expression, et contribuer ainsi à ce que chacun puisse trouver une place comme sujet politique.

Le présent article se proposera d'analyser comment ce dispositif s'est construit à la fois comme un espace de compréhension mutuelle et de contestation des logiques dominantes, aussi bien dans sa forme, son fonctionnement et son organisation, prônant l'indépendance, l'autonomie et l'autogestion, que dans ce qui est produit au niveau individuel et collectif. Une rupture avec les cadres institutionnels qui s'affirme d'abord spatialement, en investissant le dehors, la place publique, sur laquelle la commission s'installe de façon régulière et éphémère grâce à une installation artisanale, co-construite, en délimitant un espace avec des cordes, offrant à chacun la possibilité (la liberté) d'être là comme

il le souhaite, une forme de participation souple, à géométrie variable. Un dispositif dans lequel le hasard et l'imprévu jouent donc un rôle essentiel, prenant ainsi le contrepied des dispositifs de participation institutionnels, et de la logique du contrôle, sans cesse renforcée par l'Etat d'urgence qui contraint de plus en plus l'investissement de l'espace public. Une rupture également dans la posture face au savoir, que Debout Education Populaire considère aussi bien d'un point de vue théorique que pratique (savoirs faire expérimentiels), réconciliant l'esprit et la main, et qu'elle aborde dans une logique coopérative de partage. Autres caractéristiques fondamentales du fonctionnement d'Educ Pop Debout, contribuant à en faire un tiers espace, est l'anonymat (des intervenants, des membres de la commission), l'ouverture à tout type d'intervenants afin de rompre avec le rapport d'inégalité produit par la position d'expert, ainsi que la gratuité et le désintéressement. Enfin c'est son mode de gouvernance, horizontal, égalitaire, basé sur la coopération, qui contribue à en faire une expérimentation démocratique.

Tout un ensemble de conditions, matérielles, spatiales, humaines, qui contribuent à ce que dispositif puisse, au fil du temps, être un espace où se développe l'esprit critique, où se fabrique, se tisse une culture des communs en marge de la culture dominante, remettant au premier plan l'humain et la planète, et d'où émerge une nouvelle forme de citoyen, le citoyen du monde.

Une expérience qui renoue ainsi avec un des principes fondateurs de l'éducation populaire, associant la compréhension du monde et sa transformation, et réaffirme sa dimension fondamentalement politique et émancipatrice.

Camille Arnodin <camille.arnodin@gmail.com>

LA CHIMÈRE CITOYENNE, ESPACE OUVERT À TOUS, QUI NE PROPOSE RIEN ET OÙ TOUT EST POSSIBLE



L'initiative de La Chimère Citoyenne démarre en 2005 à Voiron, avec l'association ENTR'ACTIFS. Cette association est composée de chômeurs, de personnes allocataires des minima sociaux, de personnes en situation de handicap, mais aussi de professionnels de l'accompagnement, de salariés, chefs d'entreprises, libraires, médecins, retraités. Notre objectif ? Se connaître, s'entraider, comprendre notre société dans toute sa complexité et, bien sûr, imaginer des solutions.

Écoutons la voix de Claude, ami allocataire du RMI et ancien cadre, C'était il y a dix ans, et c'est, hélas, plus vrai encore aujourd'hui :

Lorsque règne le désarroi, il n'y a plus ni désir, ni envie, ni projet, ni but. (...) L'emploi ne peut être un but puisque nous sommes tout simplement devenus incapables d'avoir un but. Relégués à tous points de vue aux marges d'une société, c'est l'indignité et la honte qui nous hantent. Petit à petit, nous nous retrouvons déçus de notre citoyenneté, (...) dans l'incapacité de redevenir des individus autonomes.

« Des rendez-vous administratifs dans lesquels nous ne sommes plus définis que par la distance qui nous sépare de ce but qui n'est déjà plus le nôtre depuis longtemps. »

(...) Il est juste question d'inventer les conditions qui pourraient nous permettre d'avoir de nouveau des perspectives, quelles qu'elles soient, aussi modestes soient-elles. »

Depuis plus de dix ans, c'est ce à quoi nous nous attelons : faire vivre des lieux de rencontre qui ne sont ni du cadre domestique, ni du cadre professionnel. S'y rencontrent des gens que rien ni personne ne mettrait jamais en contact dans le cadre ordinaire de leurs activités socialement organisées... ou désorganisées.

Qu'on nous comprenne bien : il se s'agit pas, pour ceux qui

ont, de donner à ceux qui n'ont pas. Il s'agit de donner à tous, à ceux qui ont comme à ceux qui n'ont pas, quelque chose qui manque aux uns comme aux autres.

C'est en cela que l'association contribue à l'évolution de tous les individus qui la composent. Les lieux que nous créons sont des oasis de CONFIANCE dans un monde qu'elle a déserté. Nous voilà donc au cœur de notre sujet : LA CONFIANCE. Ce mot s'inscrit en creux dans notre réalité quotidienne, bien

loin du discours dominant qui prétend mettre l'humain au centre de tout.

Car si nous voulons comprendre l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui, que voyons nous ? Nous voyons la méfiance à tous les niveaux. Nous avons dévalorisé cette possibilité de compter sur les autres, qui est au fondement de la vie sociale. Possibilité mais aussi nécessité de compter sur les autres, qui est au fondement de la vie économique.

Voilà la grande tâche, à laquelle la Chimère Citoyenne apporte sa contribution modeste et déterminée : donner confiance, restaurer LA CONFIANCE. Non par des décrets tombés d'en haut, mais en allumant, comme le dit Patrick Chamoiseau, des lucioles qui servent de repères dans la nuit et démentent que la nuit puisse jamais être complète.

La Chimère Citoyenne, c'est maintenant plus de dix ans d'expérience, d'agitation, de tâtonnements pour faire ensemble, pour lutter contre cette grande pauvreté qu'est le manque de liens. Lutter contre cette incapacité que nous avons tous à penser du point de vue de l'autre, toujours persuadés que nous savons.

Peut-on imaginer des élus qui accepteraient de faire confiance à la confiance, en acceptant la création d'un lieu d'autant plus fécond qu'il est incapable de dire ce qu'il va engendrer ?

Peut-on imaginer des entreprises qui verraient dans un tel lieu une source d'inspiration, un creuset pour réinventer le lien, un laboratoire du désir de vivre et de vivre ensemble, d'entreprendre et de s'engager, de créer des valeurs ?

Contact : Elisabeth Sénégas <senegas.elisabeth@gmail.com> – <https://lachimerecitoyenne.org/>

DES TIERS-ESPACES D'ÉMANCIPATION PAR L'ACTION

Depuis 2015, l'association La ManuFabrik ouvre des Tiers-Espaces dans le quartier de l'Ariane pour aller vers les habitants, pour partager, se (re) connaître, et ... faire ensemble ! Elle a commencé sur le quartier de l'Ariane par une action de porteur de paroles sur le marché afin de créer du débat entre habitants et, en parallèle, par la création de séances de Théâtre Forum.

Ces espaces permettent de se rencontrer, puis, au bout de quelques temps, de concentrer les motivations et les idées des uns et des autres. Très rapidement, beaucoup d'habitants se sont retrouvés, se sont sentis acceptés, reconnus et concernés par des dynamiques de projets. Selon Radhuia,

« Dans les immeubles et devant l'école, on ne se connaît pas ... c'est bonjour-bonsoir ! ». Chaque espace est unique et offre un contexte de diversité de rencontres, souvent improbables, dans des formes collectives d'interdépendance. Inspirée de formes existantes dans l'éducation populaire et dans l'économie solidaire, notre action s'expérimente et se crée au jour le jour dans l'altérité sans copier des modèles. Nous pensons que c'est ici, dans un quartier populaire – grand comme un village de plus de 12 000 habitants – que nous pouvons créer de nouvelles formes d'alternatives en sortant des schémas de gouvernance totalement verticaux et totalement horizontaux

Nous partons de l'hypothèse, que la première des actions est de créer les conditions du décloisonnement des habitants et des cultures. Les Tiers-Espaces nous apparaissent comme un excellent moyen de susciter la rencontre et l'inter-connaissance qui pourront conduire à la construction de Communs de voisinage.

Dans notre activité quotidienne, les Tiers-Espaces prennent différentes formes :

Contre-Espace : Chaque mardi et vendredi matin lors du marché, nous transformons une petite place, souvent pleine de détritiques et aux jardinières sèches et délaissées, en un espace de rencontres conviviales où fument discussions et rigolades. Une table est posée avec des informations, café, thé, gâteaux ... Les projets en cours s'affichent sur des papiers de couleur avec des fils à linge et se partagent. Cette installation de Contre-espace se fait aussi en pied d'immeuble afin de réunir les locataires et passants à discuter et à s'organiser.

Tiers-lieu nomade : le groupe « Habitants Ariane Propreté » est né de balades dans le quartier pour changer de postures et de regards. Il s'agissait de faire une Marche exploratoire sur le thème de la propreté. Depuis, plusieurs actions



sont nées : grand nettoyage, cartographies, interpellation des institutions, jeux de sensibilisation pour les enfants, art de rue avec la « femme canettes », diagnostic et formation sur les déchets toxiques type seringues et médicaments ...

Tiers-Paysages : Les habitants se sont réappropriés deux espaces délaissés, les ont nettoyés et transformés en espaces de convivialité. (jardin partagé en permaculture et jardin d'agrément avec ateliers réemploi et parentalité)

L'art-social : L'art pour nous, est par définition social mais il est utile aujourd'hui d'utiliser ce pléonasmе tant l'art s'éloigne du peuple. Ce que nous appelons l'art-social est l'art fait par des non-experts, des non-professionnels et qui rapporte une parole des situations vécues. Nous avons accompagné 9 créations de théâtre forum : éducation, non violence, résilience, racisme, discrimination, le rôle du père, le regard des autres

Tiers-Lieu « L'Utopie » : Le besoin d'un lieu-ressource s'est fait ressentir pour travailler au calme et réfléchir. Mais, pas n'importe quel lieu. Les habitantEs ont voulu un lieu neutre hors institutions ; un lieu qui leur appartienne et qu'ils auto-gèrent. Ainsi, L'UTOPIE est née ! Après réflexion, des habitants définissent L'Utopie comme un Laboratoire Citoyen avec ses expériences, ses conflits, ses joies, ses partages improbables et cette envie d'agir pour des lendemains définitivement meilleurs et durables pour le Bien commun et l'utilité publique.

D'une certaine manière, nous sommes en train de recréer une nouvelle forme d'éducation populaire, une nouvelle forme de participation des habitants qui reposent sur l'auto-organisation

Christophe Giroguy lamorage@lamanufabrik.net
– <http://recherche-action.fr/lamorage>
– <http://www.lamorage.net/>

« LA NUIT NOUS APPARTIENT », MÉDIATION NOMADE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES



donner le droit à l'apprentissage, faire des sortes d'ateliers permanents ou d'université populaire où les gens prennent le temps d'apprendre et ensuite de voyager, faire leur propre expérience.

La puissance humaine intérieure est géniale, beaucoup de personnes ont pu ainsi s'élever même s'ils sont pauvres. Mais cela n'est pas possible sans un nouveau contrat social, restaurer une dimension

citoyenne. Les populations issues de l'immigration ouvrière des pays postcoloniaux sont-elles considérées comme françaises à part entière ? C'est la base, le premier étage de la fusée, savoir si nous participons à un projet collectif, si nous faisons société ensemble. C'est déjà reconnaître l'autre, l'estimer dans une égalité de la relation, savoir si on partage les mêmes droits fondamentaux.

L'humain est une machine à créer, à se rencontrer. Il faut réviser nos équations. Il faudrait un « passeport de voyage », avec trois niveaux : le premier c'est l'action de terrain sans quoi rien n'est possible, le deuxième est une formation à la carte et le troisième c'est le droit au voyage, au départ, vers l'ailleurs. Il manque dans les quartiers des vitrines qui valorisent ses activités et ses compétences, ses formations et ses initiatives, qui valorisent le produit des parcours.

Il y a ce problème de visibilité de ce qu'on fait, on ne sait pas mettre en vitrine ces processus de la production humaine. C'est ce que nous incarnons à travers ce camping-car qui débarque dans les quartiers, et matérialise la réalité de ces espaces.

Contact : Lakdar Kherfi, <lakherfi.lakdar@orange.fr>
Médiation nomade <http://www.mediationnomade.fr>

Comment traduire autrement ces compétences qui fourmillent dans les quartiers ? Il faut faire école,

SYSTEME BULLE, POUR UNE PRATIQUE ARCHITECTURALE CITOYENNE ET ENGAGÉE



Entre recherche et action, entre pratique active et démarche collective, le projet Système Bulle s'appuie sur les potentiels des espaces publics confrontés aux situations d'urgence.

Son expérimentation consiste à créer une structure gonflable auto-construite, érigée à l'échelle 1:1, et invite à se saisir des enjeux politiques et urbains contemporains. La souplesse de la bulle gonflable répond alors à l'inertie des administrations étatiques.

Il s'agit d'un projet manifeste qui sensibilise au rôle politique que doit tenir l'architecte tout en redonnant une possibilité d'action aux citoyens. Sa démarche s'inscrit ainsi dans une dynamique de transmission, au moyen d'un guide opératoire en libre accès, permettant à tout un chacun de se saisir de ce protocole, afin de le répliquer, de le dupliquer.

1. **CONSTRUIRE** à l'échelle 1:1, pour créer un objet architectural qui permette un rapport direct à la matière et à la ville.
2. **AGIR** là où l'État Social manque à ses devoirs. La conception du projet par l'action est un excellent testeur de situations et un analyste des usages urbains hors-pair.
3. **OCCUPER** l'espace public, tester des potentiels et des usages, faire se rencontrer des populations voisines, afin de déclencher une pratique concrète du territoire de la ville.
4. **CONFRONTER** ses idées, les mettre à l'épreuve de la ville et des habitants. Augmenter l'espace public, inviter, recevoir, écouter.
5. **DÉTOURNER** le mode opératoire classique et conventionnel du projet et le transposer

dans des logiques d'action directe et dans des temporalités de l'urgence.

6. **TRANSGRESSER** les normes, les règles, les lois, si elles vont à l'encontre de la nécessité de faire.
7. **TRANSCENDER** la lourdeur et la lenteur des institutions, des décideurs et des autorités.
8. **PROPOSER** des alternatives aux réponses économiques et industrielles venant du haut.
9. **DÉVELOPPER** une démarche incrémentale effective, reproductible et appropriable, en mettant en puissance les ressources d'un territoire, dans une logique de « bottom-up »
10. **TRANSMETTRE** et communiquer, partager nos savoir-faire et nos compétences, décloisonner notre milieu professionnel en se rapprochant d'une pratique citoyenne plutôt que technicienne.

Contact : Simon Cobigo <cobigo.simon@gmail.com>